

A.0.0. N° 39/RFM/2017

REGLEMENT DE CONSULTATION

APPEL D'OFFRES OUVERT SUR OFFRES DE PRIX

POUR

**TRAVAUX D'AMENAGEMENT DE LA ROUTE RELIANT LES
STATIONS THERMALES DE MOULAY YAACOUB ET LE CENTRE
DE COMMUNE MEKKES A LA PROVINCE DE MOULAY YAACOUB**

APPEL D'OFFRES OUVERT SUR OFFRES DE PRIX REGLEMENT DE LA CONSULTATION

Article 1 : Objet du règlement de la consultation

Le présent règlement de consultation concerne l'appel d'offre ouvert sur offres de prix ayant pour objet :

TRAVAUX D'AMENAGEMENT DE LA ROUTE RELIANT LES STATIONS THERMALES DE MOULAY YAACOUB ET LE CENTRE DE COMMUNE MEKKES A LA PROVINCE DE MOULAY YAACOUB

Marché passé par appel d'offres ouvert sur offres de prix (séance publique) en vertu des dispositions des articles 16 paragraphe 1 alinéa 2, et l'article 17 paragraphe 3 alinéa 3 du décret n° 2-12-349 du 8 Joumada I 1434 (20 Mars 2013) relatif aux marchés publics.

Les prescriptions du présent règlement ne peuvent en aucune manière déroger ou modifier les conditions et les formes prévues par le décret n° 2-12-349 précité. Toute disposition contraire au décret n° 2-12-349 du 8 Joumada I 1434 (20 Mars 2013) précité est nulle et non avenue. Seules sont valables les précisions et prescriptions complémentaires conformes aux dispositions de l'article 18 et des autres articles du décret n° 2-12-349 précité.

Article 2 : Maître d'ouvrage

Le maître d'ouvrages du marché qui sera passé suite au présent appel d'offres est La région Fès-Meknès.

Article 3 : Conditions requises des concurrents

Conformément aux dispositions de l'article 25 du décret 2-12-349 précité :

1 - Seules peuvent participer au présent appel d'offres les personnes physiques ou morales qui :

- Justifient des capacités juridiques, techniques et financières requises ;
- Est en situation fiscale régulière, pour avoir souscrit leurs déclarations et réglé les sommes exigibles ou, à défaut de règlement, constitué des garanties suffisantes pour le comptable chargé du recouvrement.
- Sont affiliés à la CNSS et souscrivent régulièrement leurs déclarations de salaire auprès de cet organisme.

2- Ne sont pas admises à participer à la présente consultation :

- Les personnes en liquidations judiciaires ;
- Les personnes en redressement judiciaire, sauf autorisation spéciale délivrée par l'autorité judiciaire compétente
- Les personnes ayant fait l'objet d'une exclusion temporaire ou définitive prononcée dans les conditions fixées par l'article 159 du décret 2-12-349 précité, selon le cas.

Article 4 : Liste des pièces justifiant les capacités et les qualités des concurrents et Pièces complémentaires

Conformément aux dispositions de l'article 25 du décret 2-12-349 précité, les pièces à fournir par les concurrents sont :

A- Un dossier administratif comprenant :

- 1- Pour chaque concurrent, au moment de la présentation des offres:
 - a) Une déclaration sur l'honneur, en un exemplaire unique, qui doit comporter les mentions prévues à l'article 26 du décret n° 2-12-349.
 - b) L'original du récépissé du cautionnement provisoire ou l'attestation de la caution personnelle et solidaire en tenant lieu, le cas échéant ;
 - c) Pour les groupements, une copie légalisée de la convention constitutive du groupement prévue à l'article 157 du décret n° 2-12-349 ;
- 2 - Pour le concurrent auquel il est envisagé d'attribuer le marché, dans les conditions fixées à l'article 40 du décret n° 2-12-349:
 - a) La ou les pièces justifiant les pouvoirs conférés à la personne agissant au nom du concurrent. Ces pièces varient selon la forme juridique du concurrent :
 - s'il s'agit d'une personne physique agissant pour son propre compte, aucune pièce n'est exigée ;
 - s'il s'agit d'un représentant, celui-ci doit présenter selon le cas :
 - ✓ Une copie conforme de la procuration légalisée lorsqu'il agit au nom d'une personne physique ;
 - ✓ Un extrait des statuts de la société et/ou le procès verbal de l'organe compétent lui donnant pouvoir selon la forme juridique de la société, lorsqu'il agit au nom d'une personne morale ;
 - ✓ L'acte par lequel la personne habilitée délègue son pouvoir à une tierce personne, le cas échéant.
 - b) Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par l'Administration compétente du lieu d'imposition certifiant que le concurrent est en situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu'il a constitué les garanties prévues à l'article 24 du décret n° 2-12-349. Cette attestation doit mentionner l'activité au titre de laquelle le concurrent est imposé ;
 - c) Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par la Caisse nationale de sécurité sociale certifiant que le concurrent est en situation régulière envers cet organisme conformément aux dispositions prévues à cet effet à l'article 24 du décret n° 2-12-349 ou de la décision du ministre chargé de l'emploi ou sa copie certifiée conforme à l'originale, prévue par le dahir portant loi n° 1-72-184 du 15 jourmada II 1392 (27 juillet 1972) relatif au régime de sécurité sociale assortie de l'attestation de l'organisme de prévoyance sociale auquel le concurrent est affilié et certifiant qu'il est en situation régulière vis-à-vis dudit organisme.

La date de production des pièces prévues aux b) et c) ci-dessus sert de base pour l'appréciation de leur validité.
 - d) Le certificat d'immatriculation au registre de commerce pour les personnes assujetties à l'obligation d'immatriculation conformément à la législation en vigueur;

- e) L'équivalent des attestations visées aux paragraphes b, c et d ci-dessus, délivrées par les administrations ou les organismes compétents de leurs pays d'origine ou de provenance pour les concurrents non installés au Maroc.

A défaut de la délivrance de tels documents par les administrations ou les organismes compétents de leur pays d'origine ou de provenance, lesdites attestations peuvent être remplacées par une attestation délivrée par une autorité judiciaire ou administrative du pays d'origine ou de provenance certifiant que ces documents ne sont pas produits.

B- Un dossier technique comprenant :

B1 : pour les concurrents installés au MAROC :

Fournir une copie légalisée (certifiée conforme à l'original) du certificat de qualification et classification établi par le Ministère de l'Équipement, du Transport et de la Logistique.

Secteur	Qualification demandée	Classe minimale demandée
B	B.1, B3, B5 et B6	2
ou		
2	(2.1), (2.2), (2.3),(2.12)	2

Seul est valable les certificats de qualification et classification conformément aux arrêtés du ministère de l'Équipement et du Transport n°2743-10 et 2744-10 du 29/09/2010 publiés au B.O n°5888 du 04/11/2010 et n°1394-14 du 23/06/2014 publiés au B.O n°6288 du 04/09/2014 portant sur la qualification et la classification des entreprises de Bâtiment et de Travaux Publics.

B-2 : Pour les concurrents non installés au Maroc

- Une note indiquant les moyens humains et techniques du concurrent et mentionnant éventuellement, le lieu, la date, la nature et l'importance des prestations à l'exécution desquelles le concurrent a participé et la qualité de sa participation ;
- Les attestations ou leurs copies certifiées conformes à l'original délivrées par les maîtres d'ouvrage publics ou privés ou par les hommes de l'art sous la direction desquels le concurrent a exécuté lesdites prestations. Chaque attestation précise notamment la nature des prestations, leur montant et l'année de réalisation ainsi que le nom et la qualité du signataire et son appréciation.

Article 5 : Composition du dossier d'appel d'offres

Conformément aux dispositions de l'article 19 du décret n° 2-12-349 précité, le dossier d'appel d'offres comprend :

- Copie de l'avis d'appel d'offres ;
- Un exemplaire du cahier des prescriptions spéciales ;
- Le modèle de l'acte d'engagement ;
- Le bordereau des prix et le détail estimatif ;
- Le modèle cadre du sous détail des prix ;
- Le modèle de déclaration sur l'honneur ;
- Le présent règlement de la consultation.

Article 6 : Contenu et présentation des dossiers des concurrents

1 – Contenu des dossiers

Conformément aux dispositions l'article 27 du décret n° 2-12-349 Précité, les dossiers présentés par les concurrents doivent comporter :

- Un dossier administratif précité (Cf. article 4 ci-dessus)
- Un dossier technique précité (Cf. article 4 ci-dessus)
- Une offre financière comprenant :
 - L'acte d'engagement établi comme il est au §1 -a de l'article 27 du décret n° 2-12-349 précité ;
 - Le bordereau des prix et le délai estimatif
 - Le sous détail des prix unitaires demandés dans le dossier d'appel d'offres

2-Présentation des dossiers des concurrents

Conformément aux dispositions de l'article 29 du décret n° 2-12-349 précité, le dossier présenté par chaque concurrent est mis dans un pli cacheté portant :

- Le nom et l'adresse du concurrent
- L'objet du marché
- La date et l'heur de la séance d'ouverture des plis
- L'adresse e-mail et le numéro du registre de commerce
- L'avertissement que « le pli ne doit être ouvert que par le président de la commission d'appel d'offres lors de la séance publique d'ouverture des plis »

Ce pli contient deux enveloppes distinctes comprenant pour chacune :

- a- la première enveloppe contient les pièces des dossiers administratif et technique, le CPS paraphé et signé et par le concurrent ou la personne habilité par lui à cet effet, cette enveloppe doit être fermée et porter de façon apparente la mention « dossiers administratif et technique » ;
- b- la deuxième enveloppe contient l'offre financière. Elle doit être fermée et porter de façon apparente la mention « offre financière ».

Article 7 : Critères d'admissibilité des concurrents :

La commission apprécie les capacités financières et techniques en rapport avec la nature et l'importance des prestations objet de la consultation et au vu des éléments contenus dans les dossiers administratif et technique de chaque concurrent.

Article 8 : Critères de choix de classement les offres

Les offres sont examinées conformément aux dispositions des articles 36, 38, 39 et 40, du décret 2-12-349 précité.

Les offres seront jugées sur la base des prix proposés, la qualité des prestations et les garanties professionnelles.

La commission d'appel d'offres retiendra l'offre la moins disante.

Article 9 : La monnaie

Les prix de l'offre doivent être formulés et exprimés en Dirhams.

Cependant, le concurrent non installé au Maroc peut exprimer son prix en partie ou en totalité dans une monnaie étrangère de son choix à condition qu'elle soit directement convertible au Dirham. Dans ce cas, pour être évaluées et comparées, les montants des offres exprimées en monnaie étrangère doivent être convertis en dirham. Cette conversion s'effectue sur la base du cours vendeur du dirham en vigueur, donné par Bank Al-Maghrib, le premier jour ouvrable de la semaine précédant celle du jour d'ouverture des plis.

Article 10 : La langue :

Les pièces contenues dans les dossiers et les offres présentées par les concurrents doivent être établies en langue arabe et/ou française.

Article 11 : Préférence en faveur de l'entreprise nationale

Conformément aux dispositions de l'article 155 du décret n° 2-12-349, le pourcentage de préférence à appliquer en faveur de l'entreprise nationale est de Quinze pour cent (15 %).

En cas de groupements comprenant des entreprises nationales et étrangères soumissionnant au présent appel d'offres, le pourcentage visé ci-dessus est appliqué à la part des entreprises étrangères dans le montant de l'offre du groupement. Dans ce cas, les groupements concernés doivent fournir, dans le pli contenant l'offre financière visé à l'article 27 du décret n° 2-12-349 précité et rappelé à l'article 7 du présent règlement de consultation, le contrat de groupement qui doit préciser la part revenant à chaque membre du groupement.

Avertissement:

Tout concurrent est averti que les modifications à introduire par le maître d'ouvrage seront publiées sur le site du portail des marchés publics et qu'il a l'obligation d'introduire ces modifications dans le dossier d'appel d'offres (Article 19 du décret n° 2-12-349 précité).

” LU et ACCEPTE ” par l'entreprise

Signé :

Le maître d'ouvrage

Signé :

